

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle Risques accidentels  
40 rue de la Préfecture  
58026 NEVERS CEDEX

NEVERS, le 13 octobre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **AXEREAL UNION DE COOPÉRATIVES AGRICOLES**

ZI de Villemenant  
58130 GUÉRIGNY

Références : 220687  
Code AIOT : 0005401788

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/09/2022 dans l'établissement AXEREAL UNION DE COOPÉRATIVES AGRICOLES, cimplanté ZI de Villemenant - 58130 GUÉRIGNY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AXEREAL UNION DE COOPÉRATIVES AGRICOLES
- ZI de Villemenant - 58130 GUÉRIGNY
- Code AIOT : 0005401788
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site d'AXEREAL de Guérigny bénéficie de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 89-68 du 12 janvier 1989 et de plusieurs arrêtés préfectoraux de prescriptions complémentaires pour exploiter ses activités de stockage de céréales sur le territoire de la commune de GUÉRIGNY.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Risques accidentels

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Risques accidentels	Arrêté Préfectoral du 17/11/2021, article 1	/	Sans objet
2	Risques accidentels	Arrêté Préfectoral du 17/11/2021, article 1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'arrêté de mise en demeure du 17 novembre 2021 est respecté, sous réserve de la réalisation des travaux de mise en place de l'aire de dépotage.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Risques accidentels

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/11/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Nettoyage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> La société SCA AXEREAL, exploitant une installation de stockage de céréales, sise rue Vauban sur le territoire de la commune de GUÉRIGNY, est mise en demeure de respecter à compter de la notification du présent arrêté :</p> <p><b>dans un délai de 1 mois :</b> les dispositions prévues à l'article B1.4 de l'arrêté du 12 janvier 1989, susvisé, et l'article 13 de l'arrêté du 29 mars 2004, susvisé, « en procédant au nettoyage des charpentes et structures de la partie supérieure des cellules de stockage du bâtiment EUROGRAIN » ; [...]</p> <p><b>Constats :</b> Par courrier du 24/11/2021, l'exploitant a transmis à l'inspection des photos justifiant du nettoyage des charpentes et structures de la partie supérieure des cellules du bâtiment de stockage « EUROGRAIN » par la société France Entretien en octobre 2021.</p> <p>Lors de la présente visite, l'inspection a constaté que les charpentes et structures de la partie supérieure des cellules de ce bâtiment ne présentent pas d'importants dépôts de poussières.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a formalisé une procédure de nettoyage datant du 29/09/2022. Cette procédure fixe une fréquence de 3 ans pour le nettoyage des parties nécessitant l'intervention d'une société spécialisée et habilitée au travail en hauteur.</p> <p>De ce fait, ce point de mise en demeure est soldé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Risques accidentels

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/11/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aire de dépotage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] <b>dans un délai de 1 mois :</b> les dispositions prévues aux articles A2.3 et A2.6 de l'arrêté du 12 janvier 1989, susvisé, « en mettant en place une aire de dépotage dédiée au ravitaillement des engins ».
<b>Constats :</b> Par courrier du 24/11/2021, l'exploitant a justifié d'une solution provisoire qui consiste à déployer des sacs stop inondation à chaque opération de livraison de carburant. Les tapis stop inondation (plus de 3 m linéaires) sont déposés autour du camion de livraison, avant la livraison, et retirés après la fin de l'opération.  Lors de la présente visite d'inspection, l'exploitant a présenté un devis signé, en date du 22/09/2022, établi par la société DOS SANTOS, relatif à la réalisation d'une aire de dépotage dédiée au ravitaillement des engins, en dalle béton, d'une superficie de 48 m <sup>2</sup> (12 m par 4 m).  L'exploitant a déclaré que la réalisation des travaux se fera au plus tard le 09/12/022.  De ce fait, ce point de mise en demeure est soldé, sous réserve de la réalisation des travaux de mise en place de l'aire de dépotage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet